

d'un empire illimité, développera des appétits démesurés, suscitera des complications nouvelles. L'humeur de M. Chamberlain, inquiète et querelleuse, stimulera, c'est sûr, sa fougue guerrière. Rappelez-vous, monsieur, Fashoda, et ce "casus belli" ridicule, trouvé par lui dans certaines caricatures publiées par quelques journaux français.

Tout de même, le gouvernement a cru devoir, par son arrêté en conseil du 13 octobre dernier, se rendre à l'invitation du ministère des Colonies, et consacrer peut-être pratiquement le principe de notre participation aux guerres de l'empire. C'était assumer une responsabilité considérable que de prendre une aussi importante décision sans consulter le parlement. Cet acte constituait une violation tellement manifeste des principes de la constitution, qu'il est inutile de la nier.

Non p. s., monsieur l'Orateur, que l'envoi de troupes par vote du parlement m'eût donné satisfaction, puisque je suis opposé à toute fédération impériale et à ce qui peut y conduire. J'aurais voulu que le gouvernement refusât de se rendre à l'invitation faite, sauf à subir l'orage, si orage il y avait eu.

Mais bien qu'il importe d'insister sur l'application de cette règle fondamentale du régime constitutionnel, qu'aucune dépense d'argent ne se puisse faire sans l'assentiment préalable du parlement, sauf les cas d'urgence spécialement prévus, l'arrêté en conseil me paraît plus regrettable encore au point de vue de l'évolution qu'il peut produire. Car, qu'on le veuille ou non, les actes posés paraissent être une adhésion formelle à l'idée d'une fédération militaire. Enlevez leur cette signification, et vous en faites un non sens. Pourquoi M. Chamberlain demandait-il 500 hommes au Canada? Pour assurer la victoire en Afrique? Mais ce serait absurde. Non, il désirait tout simplement constater si les colonies sont prêtes à guerroyer pour l'Angleterre en dehors de leur territoire; et il croit bien la réponse favorable, puisqu'il y a quelques semaines, il déclarait avoir la preuve qu'elles ne reculeront devant aucun sacrifice pour assurer le succès de sa politique.

Mais le gouvernement invoque avec l'approbation de la presque unanimité des députés de cette Chambre, la raison d'urgence, et le désir très clairement manifesté par l'électorat.

Quant à moi, monsieur, je ne m'explique guère ce que l'on entend ici, par urgence. Evidemment, l'on ne veut point dire que l'Angleterre, avec ses 40,000,000 d'habitants et ses ressources illimitées, eût besoin de nos volontaires pour lui permettre d'écraser ce petit peuple boer de 300,000 âmes au plus. Tout de même, dans notre siècle de lumières et de prétendue humanité, c'est un spectacle illustrant vivement le règne de la force brutale, que l'union de tant de forces pour écraser la faiblesse. Là aussi la pratique l'emporte sur le chevaleresque et fait priser plus le succès que la gloire. Mais s'il n'y

avait pas d'urgence au point de vue de la nécessité, il n'y avait pas d'urgence du tout, sauf si l'on était anxieux de prouver à M. Chamberlain que nous voulons nous prêter à l'exécution de son plan favori, la fédération militaire de l'empire. Et n'est-il pas évident que sous le coup de l'excitation qui s'est produite, et qui explique tant de chemin en si peu de temps parcouru, l'on n'a guère réalisé tout le vide de ce motif d'urgence alléguée.

Mais l'on a dit: "L'opinion populaire s'est exprimée d'une façon si formelle et unanime, que le gouvernement n'avait qu'à s'exécuter."

Je ne crois pas, monsieur, malgré tout l'égard qu'il convient d'accorder à l'opinion populaire, sous un régime démocratique, je ne crois pas qu'il faille l'accepter comme un guide infallible, surtout quand elle s'exprime dans un moment de fièvre compliquée encore l'esprit de parti. Combien de causes futiles ne peuvent-elles pas l'influencer? Et si elle s'égare, n'est-il pas du devoir des hommes d'Etat, mieux placés pour juger et prévoir, d'y résister? Le rôle et la gloire de la politique ne sont-ils pas de conduire la multitude où elle doit et non où elle veut aller? Si je me rappelle bien, nous, les libéraux, avons combattu la fédération impériale; ne devons-nous pas aussi éviter ce qui peut y mener? Toute la politique ne consiste pas à pratiquer l'opportunisme pour essayer de plaire à l'électorat. Il y a des situations et des principes, monsieur, pour lesquels il est nécessaire et glorieux de combattre, même de succomber.

D'ailleurs, dans les circonstances, appuyé sur la constitution, invoquant l'importance de ne pas s'engager à la légère dans une voie nouvelle, en un moment de fièvre, sans que le peuple eût été constitutionnellement consulté, il me semble que le gouvernement eût eu une base de résistance très raisonnable et forte. Un appel par la presse et la parole au bon sens des masses, eût très probablement triomphé de ce courant jingo auquel vint s'ajouter l'esprit de parti stimulé par l'appât du pouvoir. Pour ma part, j'ai trop confiance dans le sens pratique de nos concitoyens de langue anglaise, pour croire que, cette excitation passée, la participation aux guerres de l'empire n'apparaîtra pas au plus grand nombre d'entre eux, sérieusement nuisible à nos intérêts. Malheureusement, ici, il n'y a aucune résistance sérieuse à ce courant de loyauté guerrière. Trop peu de personnes, même parmi les Anglais, ont osé dire tout haut ce qu'ils se disaient tout bas. Par fièvre patriotique, calcul politique, crainte ou intérêt, tout ou à peu près, ont cédé à la pression.

Mais voyez ce qui est advenu dans les colonies australiennes, où ceux qui redoutent la participation aux guerres de l'empire, ont eu le courage de le déclarer. Ce sont pourtant des colonies où le sang anglais doit être aussi chaud, aussi dévoué à la mère patrie